



UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX

الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
ההתאחדות היהודית הצרפתית למען השלום

Affiliée à



Le racisme d'État n'existe pas ? : la preuve

Un jour. C'est le temps qu'a tenu la journaliste et militante décoloniale Rokhaya Diallo au Conseil national du numérique. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'Etat chargé du numérique, a en effet annoncé la « recomposition » du Conseil, le gouvernement ayant déclaré la journaliste persona non grata. La présence de Rokhaya Diallo troublerait la « sérénité » dont a besoin le CNN pour mener à bien sa mission.

Ce qui est reproché à Rokhaya Diallo, c'est de participer, par son travail et son militantisme, au développement d'une compréhension politique du racisme et, par conséquent, du champ de l'antiracisme politique. Cheval de bataille du gouvernement, il lui est notamment reproché l'utilisation de l'expression « racisme d'État ». Rappelons que le ministre de l'Éducation Nationale JM. Blanquer vient d'intenter un procès au syndicat Sud-Éducation 93 pour l'utilisation de la même expression. Cela alors que le syndicat prévoit d'organiser un stage de formation sur l'antiracisme à l'école, dont deux ateliers pensés en non-mixité.

En écartant Rokhaya Diallo, le gouvernement Philippe-Macron poursuit son offensive réactionnaire. Il s'agit bien, pour le gouvernement, d'étouffer le développement de l'antiracisme politique qui se structure en France en tentant, entre autres, de réduire au silence ceux qui pose la question du racisme structurel, y compris du racisme d'État. Le limogeage de Rokhaya Diallo fait directement écho au procès contre Sud-Éducation 93, à la campagne médiatique et politique contre Houria Bouteldja, Edwy Plenel, Alain Gresh.

Non-mixité, racisme d'État, blanchité, racisé. Autant d'expressions que le gouvernement souhaite voir disparaître et auxquelles on pourrait ajouter : violences policières, islamophobie, antisémitisme. Ces mots désignent avant tout des réalités sociales, des oppressions réelles, des rapports de domination qui structurent la vie de millions de personnes. Ils témoignent d'une société intrinsèquement inégalitaire dans laquelle les classes populaires immigrées et/ou racisées sont reléguées en marge et exposées à la pire des exploitations. Est-ce un pur hasard si plus de la moitié des personnes emprisonnées en France sont musulmanes ? Et c'est bien cela que le gouvernement ne veut pas voir mis au grand jour.

L'UJFP emploie et continuera d'employer l'expression de racisme d'État pour témoigner du rôle de l'État et de ses institutions dans la production et la diffusion du racisme.

L'UJFP apporte tout son soutien à Rokhaya Diallo et dénonce fermement sa mise à l'écart.

Le Bureau national de l'UJFP, le 15 décembre 2017

Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

Téléphone : 07 81 89 95 25 • E-mail : contact@ujfp.org • Site web : www.ujfp.org

Page facebook : www.facebook.com/UJFP.Officiel • Compte twitter: @contactujfp